CTL du14/12/2017 - RÉACTION INTERSYNDICALE

Le CTL était convoqué ce jour pour « entériner » les 13 suppressions d'emplois prévues dans les Landes.

Fonctionnaire loyal et servile, notre DDFIP emboîte docilement le pas du Directeur Général qui a précisé que l'année 2018 serait une année de transition en matière de suppressions d'emplois à la DGFIP. Cela s'appelle sans doute « prendre les devants », peut-être de peur de se voir un jour rattrapé par la colère de nos collègues.

Dans un département en constante évolution démographique avec toujours plus d'augmentation de charges, les 13 suppressions d'emplois sont vécues comme une réelle volonté de désertifier les Landes.
Ces nouvelles suppressions vont impacter des services déjà en souffrance, et les conditions de vie au travail des agents, augmentant leur stress et leur mal être.
L'évolution prévue des règles de gestion, avec notamment l'affectation au département, laisse craindre le pire pour l'équilibre familial et professionnel des agents.
Ils méritent pourtant, forts de leur engagement professionnel dans de perpétuelles évolutions, le plus grand respect et la reconnaissance de leurs qualifications.

Non content d'accepter sans mots dire les suppressions d'emplois dans son département, notre directeur se débarrasse de missions qu'il cède volontiers à d'autres directions (FDD, bons de transport SNCF, Recettes Non Fiscales, évaluations domaniales, gestion des ressources humaines, ...).
Pour l'intersyndicale des Landes, cette politique est dangereuse et participe à l'abandon de pans entiers de nos missions, à l'affaiblissement du Service Public et à la désertification de notre département, au profit de plate-formes supra départementales.

Pour rappel, les 13 suppressions d'emplois se détaillent ainsi :
- 1 Idiv HC au SIE de Dax, - 3 B à la direction, - 1 B au SIE de MdM, -1 B au PCE de Dax, - 1 B à Aire sur l'Adour, - 1 B à Roquefort, - 1 C à l'EDR, - 1 C à Morcenx, - 1 C au SIP de Dax, - 1 C au SIE de Dax, - 1 C au SIP de MdM.

Le contenu des documents justifiant ces suppressions est volontairement incomplet et à la limite de la malhonnêteté. Pour exemple, les raisons avancées pour expliquer les suppressions dans les SIP de Dax et MdM alors qu'ils récupèrent le recouvrement des impôts sont outrageusement fallacieuses, allant jusqu'à trouver des sureffectifs dans nos services.
Le royaume de Dulamon est décidément bien éloigné de la réalité du peuple et le soulèvement devient plus que nécessaire, si c'est le seul dialogue social que peut comprendre notre potentat local.
Aujourd'hui, ce dialogue social avec l'équipe de direction est inexistant et pour tout dire catastrophique. Non-dits, incompétence, coups tordus et attaques du droit syndical sont devenus les armes contemporaines de nos dirigeants locaux.

Dans ces conditions, l'intersyndicale a décidé de ne pas participer à ce CTL et de s'adresser aux contribuables via la presse locale.

Communiqué de presse

Le directeur des Finances Publiques des Landes saborde ses services !

La totalité des syndicats des Finances Publiques alerte les contribuables sur les décisions politiques et administratives qui mettent en péril le service public de qualité et de proximité.

La Loi de Finances qui vient d'être votée prévoit encore 13 suppressions d'emplois dans les services de notre département, 1600 au niveau national. Cela fait près de 150 emplois détruits depuis 10 ans dans les Landes, alors que la population ne cesse d'augmenter.

L'intersyndicale dénonce ces choix idéologiques et l'attitude brutale de la direction locale qui met en œuvre ce véritable plan social. A court terme, le département deviendra un désert administratif.

Sans se soucier des conséquences, la direction continue de dégarnir et de supprimer des services, de les regrouper, obligeant ainsi les contribuables à des trajets plus longs pour rencontrer un agent.
Pire, elle s'en remet au tout Internet et aux plate-formes délocalisées, négligeant les problèmes d'accessibilité et surtout les pratiques des contribuables Landais qui viennent en masse aux guichets.

Face à ce sabordage du service public, les 4 syndicats ont boycotté unitairement la réunion de présentation du plan social ce 14 décembre. Pour lutter contre le chômage, contre la fraude fiscale et pour l'amélioration du service public, il faut au contraire créer des emplois.

Les syndicats souhaitent une prise de conscience large (agents – contribuables – élus) pour construire une mobilisation d'ampleur capable d'inverser ce naufrage annoncé.

Le 14 décembre 2017